

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine



Les guerres ne se déroulent pas toutes sur le champ de bataille, dans le fracas des obus et les cris des mourants. Certaines guerres prennent place à l'intérieur même des ambassades, des ministères ou des salles de conférence, dans le chuchotement des bureaucrates, les grincements de dents des hommes politiques et le tapotement des claviers d'ordinateurs. En effet, depuis l'annonce de Donald Trump le 22 janvier 2018 portant sur la mise en place d'une augmentation de taxes douanières sur des produits qui concernent la Chine, une escalade de hausses de taxes douanières et de menaces s'est effectuée entre les deux super-puissances. Cette guerre commerciale qui fait rage a un impact mondial, et peut avoir des répercussions considérables pour de nombreuses économies. On verra à travers 4 tribunes du *Monde* publiées le 31 mai 2019 les opinions d'experts sur les raisons qui ont poussé à cette guerre commerciale.

D'après Jonathan Holslag, professeur de politique internationale à l'Université libre de Bruxelles et auteur de *China's Coming War with Asia*, les États-Unis ont espéré depuis longtemps que la Chine puisse être convertie aux "mœurs occidentales", c'est-à-dire une ouverture de son marché aux étrangers, au libéralisme et à la privatisation. La croissance de la Chine n'inquiétait pas trop, tant qu'elle ne faisait pas obstacle à ces valeurs libérales et continuait à être "atelier du monde". On se disait qu'elle se convertirait tôt ou tard en s'ouvrant au marché occidental, rééquilibrant ainsi les rapports commerciaux. Seulement, la Chine ne semble pas avoir répondu à ces attentes. Malgré l'ouverture du marché occidental à la Chine et la tentative de dialogue, la Chine est restée sur sa voie de "économie socialiste de marché". Les États-Unis enregistrent un déficit persistant de sa balance commerciale, important bien plus de produits chinois que exportant. Cet écart est d'environ 420 milliards de dollars, chiffre qui grandissait depuis plusieurs années. Ceci n'était pas vu comme un problème auparavant, pensant que les produits importés à bon marché permettraient de réinvestir l'argent américain dans l'infrastructure et les technologies avec l'argent économisé. Mais en réalité, c'est justement ces importations qui ont *découragé l'investissement dans la*

modernisation des usines américaines. En effet, pourquoi vouloir investir dans une augmentation de production de biens si on importe déjà le nécessaire à bon prix? Selon Jonathan Holslag, *si un pays importe trop et néglige l'investissement, une correction s'impose tôt ou tard, sous la forme, par exemple, d'une chute du dollar.*

L'élection de Donald Trump a rendu la situation encore plus tendue. De plus, Pékin a tout d'abord refusé toute correction. En effet, les autorités centrales ont tout d'abord ordonné aux banques de *stériliser les dollars gagnés par les exportateurs* en faisant échanger les dollars des entreprises exportatrices contre des yuans. Ceci a fortement agacé les Américains, car, auparavant, les banques chinoises renvoyaient ces dollars aux États-Unis en achetant des obligations d'État américaines, ce qui permettait de financer le déficit et qui donnait aux consommateurs américains les moyens d'acheter des produits chinois à bon marché. Mais l'État chinois a commencé à utiliser ses dollars acquis en investissant dans des entreprises et firmes occidentales et nippones, au lieu de financer le déficit des États-Unis. Ces dollars ne sont plus *mis à la disposition d'entreprises privées*, mais sont plutôt utilisés par l'État chinois pour des investissements stratégiques, comme par exemple le projet OBOR (One Belt One Road) qui vise à mettre en place une route commerciale - une Nouvelle Route de la Soie - reliant la Chine à l'Occident en passant par des chemins de fer à travers l'Asie centrale et par une suite de ports dans l'Océan Indien. Ceci rendrait la Chine trop puissante pour les États-Unis et créer une dépendance à la Chine qui va lui permettre d'imposer ses conditions. Les États-Unis se sentent donc menacés par la montée en puissance du géant chinois, que ce soit sur le plan commercial que sur le plan géopolitique. *C'est ainsi qu'une question commerciale est devenue une question de sécurité.*

Directeur de la société DCA Chine-Analyse et auteur de *China Corp. 2025 Dans les coulisses du capitalisme à la chinoise*, Jean-François Dufour semble être en accord avec les causes du conflit. La Chine, qui jusqu'à la se cantonnait dans son rôle "*d'usine du monde*", a affirmée ses ambitions technologiques, en dévoilant en 2015 son plan *Made in China 2025*, plan stratégique qui a comme but de faire passer la Chine de pays manufacturier de produits à bas-prix à puissance technologique qui investit et innove dans plusieurs secteurs clés comme entre autre la robotique, technologies de l'information, les véhicules aux énergies nouvelles ou la biomédecine. Selon Dufour, ceci fait peur à Washington, qui voit que la Chine ne pourra plus servir d'ateliers auxquels les entreprises américaines sous-traitaient, mais comme un concurrent qui va bâtir les futurs géants technologiques (qui commencent déjà à émerger, comme Tencent, Ali Baba ou Huawei.) L'exemple Huawei (arrestation d'une responsable de l'entreprise, boycott des grandes surfaces) illustre cette crainte d'être dépassé par les Chinois: selon Dufour, même si la motivation officielle du conflit autour du géant des télécommunications était des soupçons d'espionnage économique, la réelle raison est que Huawei a pris les devants dans le secteur de la 5G, laissant les firmes américaines derrière. Ceci fait de la Chine un "*rival systémique*".

Mais quel système économique a pu rendre la Chine si efficace et compétitive ? Il semble y avoir un écart entre le travail dans une société occidentale et la société chinoise. Isabelle Feng, chercheuse au Centre Perelman de philosophie du droit, présente l'exemple de Jack Ma, fondateur de Ali Baba, géant du e-commerce. Dans un communiqué, il s'était vanté que son entreprise pratiquait le "996", c'est-à-dire travailler de 9 heures du matin à 9 du soir, 6 jours sur 7 - environ 72 heures par semaine.

Ceci a soulevé un tollé parmi les jeunes Chinois sur les réseaux sociaux ; de plus, d'après les témoignages, les conditions de travail sont difficiles dans les grandes entreprises de *big tech*.

En effet, travailler 72 heures par semaine est contre le code du travail chinois, qui limite à 44 heures. Cependant, malgré cette indignation, l'État n'a pas réagi. "Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir s'il attrape la souris" disait Deng Xiaoping. Pourvu que Ali Baba rapporte des bénéfices et *porte l'étendard d'une Chine triomphante de la mondialisation*, ce n'est pas si important pour l'État que le "996" soit en place. Les entreprises chinoises bénéficient donc du système qui les favorise en laissant un certain vide juridique en matière de droit dans les entreprises.

L'effondrement du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh a fait 1127 morts. Ce bâtiment abritait des ateliers de textile pour des marques de vêtement occidentales, qui avaient ignoré les consignes d'évacuations après l'apparition de fissures la veille. Cette tragédie a jeté beaucoup de discrédit sur les entreprises occidentales, qui ont mis en place un "devoir de diligence" envers leurs fournisseurs dans des pays en voie de développement, qui comporte des améliorations en matière environnementale et du droit de travail. Il semblerait que l'Occident s'éveille face aux problèmes éthiques qu'impliquait ce genre de modèle du travail.

Cependant, Jack Ma a été mis en valeur à la VivaTech à Paris le 15 mai. *Guest star* et hôte du président Macron, l'indulgence qu'il y a à son égard est étonnante. Le pragmatisme est d'une importance capitale dans le monde des affaires, et *tant que Ali Baba se conforme aux règlements des pays hôtes, pourquoi ceux-ci s'indigneraient du sort des employés en Chine?* Ce cas n'est pas limité à Ali Baba, mais c'est pareil pour tous les géants technologiques chinois : selon Feng, cet acharnement et ces conditions spartiates du travail en entreprises ne sont pas contestées par les occidentaux, du moment que l'on a des produits de qualité à des prix bas. Cette absence de droit, notamment avec le 996 illégal permet aux chinois de se mesurer à la Silicon Valley; les multinationales américaines ou européennes doivent elle se plier à plus de régulations et des règles plus dures. Cette compétition peut être vue comme "injuste", car les entreprises chinoises sont libres d'avancer plus rapidement, car elles ne sont pas ralenties par ces lois. De plus, il est impossible que ces entreprises s'alignent sur les normes occidentales, vu la main de fer que fait peser l'État chinois sur le législatif et le judiciaire. C'est plutôt l'inverse qui est en train de se passer : les occidentaux seront poussés à s'orienter vers le modèle chinois pour rester compétitif, comme en témoigne l'article paru dans le *Financial Time* : "Il serait sage pour la Silicon Valley de suivre le modèle chinois."

Laurent Malvezin, consultant dans un cabinet de conseil spécialisé sur le marché chinois, semble être en accord avec Feng. Il définit la montée en puissance de la Chine sur un modèle économique qui *allie performance économique et pouvoir politique fort*. Cette "troisième voie" est plus incarnée dans l'exécution plutôt que dans les réformes en elle-même. Les réformes en elles-mêmes n'ont rien d'extraordinaire : ce sont les moyens pour atteindre les objectifs qui sont originaux et qui permettent à la Chine de se démarquer. *L'"efficacité" chinoise est une praxis (action/pratique) de nature transformative, pas un modèle*. En effet, ils ont des standards très différents des occidentaux en matière de politique publique. *En Chine, certaines élites économiques opposent ouvertement éthique et efficacité*. La réalisation d'objectifs est souvent préférée à l'éthique professionnelle. Dans des séminaires portant sur l'éthique professionnelle, on a pu constater que "l'efficacité" dans l'optique d'accomplir des objectifs est préférée au respect des règles.

Les moyens d'exécutions (conditions de travail par exemple) sont ignorés pour pouvoir atteindre les objectifs. C'est une logique où "la fin justifie les moyens."

Effectivement, depuis Deng Xiaoping, les 4 modernisations, et l'ouverture progressive de la Chine, le pays a encouragé les citoyens à s'enrichir, comme en témoignent les phrases de Deng : "*Devenir riche est glorieux !*" ou "*Certains doivent d'abord devenir riches !*" Cette absence d'éthique est due à l'absence de droit en entreprise évoquée par Isabelle Feng et cette volonté forte et presque "rituelle" d'enrichissement - ce qui expliquerait la corruption dans toutes ses formes et à tous niveaux dans le pays (bien que le gouvernement semble entreprendre des actions fortes contre ça).

Les entreprises occidentales implantées en Chine ont soit maintenu un niveau de conformité tolérable aux règles, mais beaucoup avaient épousé "*the chinese way.*" Chose désormais impossible avec les lois Sapin 2 sur la conformité aux règles et la lutte contre la corruption, à portée internationale, chose "contraignante" mais nécessaire pour les entreprises françaises.

Mais ce droit à l'occidentale est lentement mais sûrement remplacé à l'échelle de la planète par le droit "à la chinoise," notamment avec le projet d'expansion OBOR évoquée précédemment. Quand on s'implante dans un autre pays, notamment pour le commerce, dans le droit international à l'occidentale, on confie à *l'autorité publique locale la plus compétente la responsabilité de la main d'œuvre*, et contient un droit à l'intervention et de non-ingérence, confiée à une entité plus grande, comme par exemple l'UE. Contrairement à cela, selon Malvezin, la Chine met ses priorités nationales à l'échelle internationale ; et *fédéralise les intérêts nationaux et régionaux vers une gouvernance globale* chinoise, sans préciser quelle juridiction compétente pourra trancher les litiges, contrefaçons, ou qui sera l'arbitre de l'échange, ce qui peut présager une ingérence chinoise.

Les conditions imposées par les Chinois pour l'aide chinoise au développement sont mouvantes. Les préconditions sont très larges et bilatérales, mais suivent la loi chinoise, qui fait donc office de droit international pour eux. Ceci peut contourner ou même bafouer le droit commercial de l'Organisation mondiale du commerce. Par exemple, dans la loi chinoise, la collusion n'est non seulement pas interdite, mais même implicitement encouragée et vue comme base des relations interpersonnelles. Et même si il y a une tentative de pression de la part des Américains pour changer cela et rendre le système plus "juste" pour les entreprises occidentales, les lois passées (loi sur la concurrence déloyale, loi sur les investissements étrangers qui interdit les transferts de technologie) ne sont en réalité que des coquilles vides, l'État chinois ayant une main de fer sur le système judiciaire et veillant à ce que ces lois ne soient, selon Malzevin, "vidées de toute substance."

L'absence de lois dans les grandes firmes, la Chine qui impose ses lois à l'étranger et ce modèle du travail pas éthique mais très efficace soulève la question de la concurrence déloyale, mais permet à l'économie chinoise de progresser rapidement, effrayant pour les États-Unis, car ce pays considéré comme une dictature et qui va à l'encontre des valeurs de l'Occident est en train d'affirmer ses ambitions technologiques et géopolitiques. Quelle est la réponse des États-Unis?

En effet, d'après Holslag, cette guerre commerciale est une réponse des États-Unis face à cette "menace", car Washington considère qu'il faut arrêter la menace économique qu'est la Chine avant qu'elle devienne une menace militaire. En effet, grâce au succès économique et au développement de son industrie, la Chine a la possibilité de moderniser grandement son secteur militaire et contester les États-Unis dans l'Océan Atlantique. En plus de cela, la Chine peut utiliser cet argent pour installer des bases militaires à l'étranger, comme

c'est le cas pour Djibouti. Ceci est considéré par les Américains comme une *stratégie prédatrice*, surtout après l'élection de Trump, et c'est pour cela que les États-Unis se sont engagés dans cette guerre commerciale.

Stratégie considérée par Dufour comme contre-productive. Comme Malvezin ou Feng, il reconnaît que les lois que Washington a mis la pression pour faire passer sont inutiles, car les tribunaux sont contrôlés par le Parti communiste chinois. Une loi ne garantit donc aucune évolution dans le système chinois. C'est pourquoi Washington essaie d'imposer des mesures et *des garanties de changements effectifs dans l'économie chinoise*. Chose inacceptable pour Pékin, les souvenirs de la guerre d'Opium étant toujours à vif. En effet, au lendemain de ces guerres (1842 et 1860) les fonctionnaires britanniques ont pris le contrôle des douanes. Mais surtout, les autorités savent pleinement qu'une transition de l'économie du marché socialiste en place en Chine vers une économie du marché "pure", "à l'occidentale" signifierait un *effondrement sociopolitique*. Quand Washington voit seulement le système qui donne un avantage injuste aux géants chinois, Pékin répond que ce soutien d'État aux entreprises en difficulté empêche un enchaînement de faillites. Même si les motivations pour cette guerre commerciale sont fondées, la méthode n'est pas appropriée. Puisque la Chine ne pourra se plier aux exigences américaines - sinon elle serait face à une grave crise socio-économique - elle va renforcer son modèle économique défensif pour parer les attaques économiques. Ce sera un retour aux investissements domestiques que la Chine essayait de réduire depuis plusieurs années, mais chose nécessaire et efficace, comme on a vu pendant la crise de 2008. Selon Dufour, la Chine renforcera son projet OBOR et de ses *financements de projets déconnectés de considérations de rentabilité*. Cette volonté des Américains de faire pression sur la Chine pour un changement de système risque, au contraire, faire reculer les progrès que la Chine avait faits au cours des années.

Selon Holstag, cette guerre commerciale aura un autre impact, ici sur l'Europe, la France notamment. En effet, la Chine sera obligée de rediriger ses exportations vers un autre continent pour contrer les mesures américaines. Or, l'Europe souffre déjà d'un important déficit commercial face à la Chine, perdant aussi des parts de marché dans les pays qui se trouvent sur OBOR. Ce que semble craindre Holstag, c'est une politisation de l'économie, avec un marché international de plus en plus fragmenté. Il semble même sous-entendre un possible retour à une bipolarisation du monde, peut-être même une Guerre Froide du XXI^e siècle...

Gabriel BARNAGAUD (TL1), le 26 septembre 2019